5+5 - ALGER ET WASHINGTON = PAS D'INTERVENTION MILITAIRE AU SAHEL

Mali : La Valette entre le triomphe d'Alger et l'embarras de Paris

La Valette consacrera, les 5 et 6 octobre prochains, le triomphe de la démarche algérienne concernant la situation au Mali et par extension dans tout le Sahel.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les Nord-Africains et les riverains sud de la Méditerranée n'organisent pas, c'est certain, d'expédition punitive contre Aqmi ou le Mujao à partir de Malte. Ils diront leur «préoccupation», leur «inquiétude», leur «disponibilité à» et leur «entière solidarité avec les populations maliennes», mais n'iront pas plus. La raison et les lois du désert dictent cela. Telle a toujours été la position de l'Algérie, grande experte en lutte antiterroriste et principal acteur géographique dans la région dite du Sahel.

Rusés, les Algériens ont dès l'entame de l'affaire malienne senti le piège, le complot, la manipulation à l'échelle planétaire. Alger, poussé dans le dos par de multiples pressions tant africaines que françaises pour s'en aller en guerre, a su raison garder. Selon le principe connu selon lequel on sait comment commencer une guerre mais jamais comment la finir.

Au Sahel, et au Nord-Mali, guerroyer où, comment, quelles positions prendre et quelles stratégies adopter dans cette immensité désertique à côté de laquelle les montagnes afghanes passeraient pour des haltes enneigées pour touristes en mal d'exotisme. Même le tragique enlèvement de ses diplomates à Gao n'a pas fait tourner la tête à l'Algérie et notre pays n'est pas allé tête baissée, comme un taureau nîmois, vers l'inconnu, vers le sang, le carnage.

La stratégie algérienne est validée par l'Union européenne (le cas français est à part), la Russie, la Chine et les Etats-Unis. Le commandant de l'Africom l'a confirmé la semaine dernière à Alger même en déclarant que Washington privilégiait la solution politique. En Union européenne, depuis le départ de N. Sarkosy, va-t-en guerre, ayant toujours cherché sans l'obtenir de détrôner Londres dans le cœur des Américains, d'être en définitive l'adjoint attitré des Etats-Unis, Paris, contrairement aux apparences et aux subtilités diplomatiques, ne semble plus privilégier l'option militaire.

Il est vrai, cependant, que sans un engagement ferme d'Alger soutenant l'intervention armée, la France se trouverait en première ligne, directement en guerre en Afrique, dans sa chère et protégée «Françafrique». Mettre dans l'affaire et lancer dans le bain la Cédéao ? L'Afrique de l'Ouest sans une présence physique et quotidienne des troupes françaises à ses côtés, ne pourra pas assumer le rôle, trop dur, trop compliqué et les pays qui s'y engageront y laisseront plus que des plumes, sans doute même leur peau.

N'est pas anti-terroristes qui veut. En paroles, oui, dans les actes, c'est autre chose. A Malte, les 5+5 tenteront de trouver une solution médiane entre la position algérienne triomphante et les exigences guerrières de la France et de la Cédéao. Paris et Alger peuvent, toutefois, trouver non pas le compromis, mais des compromis, des arrangements acceptables.

Le président français n'étant pas, à vrai dire, un faucon, la Valette ne sera pas la capitale de la rupture entre Alger et Paris. Les 5+5 continueront d'exercer sous l'œil vigilant de l'Amérique sans qui rien n'est possible. Ni au Mali ni ailleurs. **A. M.**

FRANCE

Une loi contre les apprentis jihadistes attendue avant fin 2012

Le gouvernement français a adopté hier mercredi, un projet de loi qui permettra de poursuivre des Français commettant des actes de terrorisme à l'étranger ou partant s'y entraîner au jihad, qu'il souhaite voir entériné par le Parlement avant la fin de l'année.

Ce projet survient six mois après les tueries commises en mars par Mohamed Merah dans la région de Toulouse (sud-ouest). Au nom d'Al-Qaïda, il avait abattu trois parachutistes, puis trois enfants et un père dans une école juive, avant d'être tué par les forces de l'ordre.

Le gouvernement table sur une adoption par le Parlement «avant la fin de l'année», a déclaré à l'issue d'un Conseil des ministres sa porte-parole, Najat Vallaud-Belkacem. Ce projet vise à «mieux détecter les parcours individuels comme collectifs de radicalisation et de basculement vers la violence terroriste, de mieux arriver à repérer les filières d'acheminement vers les camps d'endoctrinement qui peuvent exister dans un certain nombre de pays», selon la porte-parole.

Ce texte octroie aux tribunaux français une «universalité de compétences pour juger des actes de terrorisme commis par des Français à l'étranger», a précisé le ministère de l'Intérieur. Son article 2 crée un nouvel article du code pénal, disposant que «la loi pénale s'applique aux crimes et délits qualifiés d'actes de terrorisme et réprimés (comme tels), commis par un Français hors du territoire de la République».

Jusqu'alors, pour que les tribunaux français jugent de tels actes, il fallait que les autorités du pays où les actes de terrorisme avaient eu lieu interpellent les intéressés, déterminent les faits, les dénoncent à la France et mènent à son terme la procédure d'extradition. Ce qui ne peut être le cas pour des Français partant s'entraîner au jihad dans des pays qui soutiennent ou tolèrent l'existence de camps d'entraînement.

Une fois le texte adopté, un Français parti s'entraîner dans un camp relèvera, même s'il n'a commis aucun acte répréhensible en France, de l'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, punie de dix ans de prison et de 225 000 euros d'amende.

En vertu du projet, les tribunaux pourront également se saisir du cas des Français ayant exclusivement grandi à l'étranger, s'y étant convertis et radicalisés avant de venir en France, pour tenir compte des «parcours terroristes sans lien» avec le territoire national, selon le ministère de l'Intérieur.

INDE

Des milliers de défavorisés entament une «marche pour la justice»

Des dizaines de milliers d'Indiens parmi les plus pauvres du pays, dont des membres de tribus et des «intouchables», ont entamé hier mercredi une marche de 350 km vers New Delhi pour faire valoir leurs droits et dénoncer leur mise à l'écart du développement économique.

Cette «marche pour la justice» a débuté à Gwalior (centre) et elle devrait s'achever à New Delhi dans 26 jours, a indiqué l'organisation à l'origine de cette initiative, Ekta Parishad, qui milite pour le droit à une justice sociale pour les Indiens sans-terre. «Quelque 35 000 personnes étaient à Gwalior et lorsque la marche atteindra New Delhi, nous espérons que le nombre (des marcheurs) aura atteint 100 000», a déclaré à l'AFP le porte-parole de cette organisation, Aneesh Thillenkery. Avant que ne s'élancent les marcheurs, des paysans, des membres de la tribu Adivasi et des dalits («intouchables»), au plus bas de l'échelle sociale, le fondateur d'Ekta Parishad, PV Rajagopal, a rappelé à l'auditoire que cette initiative s'inscrivait dans le cadre d'une lutte «pour la dignité, la sécurité et l'identité». Deux mille organisations indiennes se sont jointes à cette initiative, calquée sur le modèle de la «marche du sel» entamée par le Mahatma Gandhi en 1930 pour obtenir l'indépendance de l'Inde.

Après un parcours à pied de 386 km l'ayant mené au bord de l'océan Indien, l'apôtre de la non-violence avait recueilli un peu d'eau salée dans ses mains, encourageant la population par ce geste symbolique à violer le monopole d'Etat sur la distribution du sel. «Nous demandons que les terres agricoles soit utilisées exclusivement pour l'agriculture et nous voulons une politique de réformes agraires, qui n'existe pas actuellement», a expliqué M. Thillenkery. «Lorsque les pauvres veulent des terres, le gouvernement central dit que c'est un problème qui relève du gouvernement local. Or, il (le gouvernement central) acquiert des terres pour un usage industriel ou pour mettre en place des zones économiques spéciales», a-t-il dénoncé. De nombreuses franges de la population de 1,2 milliard d'habitants, dont 73% vivent grâce à l'agriculture, se plaignent d'être mises à l'écart du développement de la troisième puissance économique d'Asie ou d'être sacrifiées sur l'autel du libéralisme. Une solide classe moyenne a émergé en Inde grâce à une politique de libéralisation économique mise en œuvre dès 1991, mais des millions d'Indiens continuent de vivre sous le seuil de pauvreté. Plusieurs projets industriels d'envergure ont été repoussés ou abandonnés ces dernières années pour cause de différends avec les populations locales concernant l'acquisition de terres, devenue au fil du temps un casse-tête pour le gouvernement de centre-gauche. En août 2010, un projet d'exploitation minière du géant britannique Vedanta dans des forêts considérées comme sacrées par une tribu locale avait ainsi été rejeté par le ministère de l'Environnement, au motif qu'il risquait de mettre en péril la survie des autochtones.

Mais un projet de loi est actuellement en préparation pour faciliter l'acquisition foncière à des fins industrielles, un texte jugé nécessaire pour créer des emplois et stimuler une économie en perte de vitesse. Les marcheurs, munis de drapeaux verts et blancs symbolisant la prospérité et la paix, traverseront cinq Etats et passeront notamment par Agra, célèbre pour le mausolée du Taj Mahal, et Faridabad. Ils suivront les routes nationales où ils «mangeront, se reposeront et dormiront», selon M. Thillenkery. En signe de solidarité, plusieurs marches ont été organisées dans des pays d'Europe, notamment en France, en Allemagne, en Suisse et en Belgique. Une première «marche pour la justice» en Inde, organisée en 2007, avait été suivie par 25 000 personnes, dont des paysans criblés de dettes réclamant un accès à la terre. Onze personnes étaient mortes sur la route.

Hommage à Rabah Guenzet

Rabah Guenzet a été lâchement assassiné le mardi 5 octobre au soir, vers 19h30, au moment où il rentrait chez lui. Il était membre du Conseil national du mouvement Ettahadi-Tafat. Fils de chahid de la lutte de Libération nationale, Rabah Guenzet est tombé au service de l'Algérie républicaine qui aspire au progrès et à la modernité.

Son rôle a été des plus déterminants dans le redressement de la ligne politique du Pags en 1990 ; puis dans sa transformation en Ettahadi-Tafat, mouvement qui avait fait du combat pour la démocratie et la modernité son credo. Rabah Guenzet a notamment aidé à des avancées majeures sur les questions identitaires et culturelles dans le parti.

Son nom figure dans la longue liste d'intellectuels et hommes de progrès éradiqués par les forces de l'islamisme, fauchés avec le fol «espoir» de faire taire toutes les voix qui se mobilisent pour démystifier le projet de société obscurantiste et barbare.

La particularité de Guenzet, s'il en fallait une, en plus de la sincérité de son engagement et de sa détermination dans la lutte, était d'être un intellectuel d'expression arabe, dont la connaissance du patrimoine arabe et musulman se doublait d'une audacieuse appropriation des apports universels.

Il était professeur de philosophie, syndicaliste, il a fait partie de la Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture (FTEC). Il a dû faire face aux affres de l'article 120 des statuts du parti unique au moment où il était secrétaire général du syndicat national de l'enseignement secondaire et technique.

Connu pour son érudition, ses qualités de pédagogue et de polémiste au service du progrès et de la modernité, son assassinat a été un coup dur pour le mouvement dont il était l'un des principaux dirigeants, mais aussi pour l'ensemble du mouvement de la pensée moderne dans le pays.

L'année 1993 a été une année macabre, particulièrement marquée par la succession d'assassinats de personnalités de premier plan parmi l'élite démocratique et républicaine du pays. Elle a été marquée aussi par les menées du pouvoir contre les segments les plus engagés de la presse nationale.

Et enfin, par le fait qu'elle a été le point de départ de la lourde responsabilité qu'assume le pouvoir face à l'histoire depuis qu'il a initié la dérive dialoguiste et réconciliatrice que certains tentent, aujourd'hui, de couronner par une scélérate amnistie générale.

Repose en paix camarade. L'idéal humaniste pour lequel tu te battais couve encore dans les entrailles de notre peuple.

Mohand Bakir